

**ARRETE N° C2024\_076**  
**Portant réglementation de la pose d'un échafaudage rue du**  
**Général de Gaulle**

*Le Maire de la Commune de Bourron-Marlotte*

Vu

-Les articles L2122-24, L2122-28 et L2212-2 du Code des Collectivités Territoriales;

-Le code de la Voirie Routière en vigueur;

-Le Code de la Route en vigueur;

-La délibération 22/2017, concernant la redevance d'occupation du domaine public relative à la pose d'échafaudages;

-La demande de la Société PJ BAT sise, 9 bis rue du lavoir - 77460 Souppes-sur-Loing, en date du 31 mai 2024, concernant la pose d'un échafaudage;

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer la circulation routière et le stationnement pour la sécurité du public et pour éviter tout risque d'accident.

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La Société PJ BAT est autorisée à procéder à l'installation d'un échafaudage, sur la voie publique, au 36 rue du Général de Gaulle, afin d'effectuer des travaux de ravalement de façade, à partir du 10 juin 2024 et ce, pour une durée maximum de 21 jours.

**Article 2** : Le stationnement sera interdit aux emplacements matérialisés.

**Article 3** : L'exécution des travaux devra être effectuée de la manière suivante :

- l'échafaudage devra être conforme aux normes sécuritaires en vigueur, arrimé sur la façade et munis de protection afin d'éviter toute projection de gravats;
- les pieds d'échafaudage devront être protégés par des gaines en couleur afin de sécuriser le cheminement piétons ;
- l'échafaudage permettra le passage des piétons ou bien des panneaux indiqueront que les piétons devront emprunter le trottoir d'en face.
- L'échafaudage devra être éclairé la nuit pendant toute la durée des travaux et ne dépassera pas la largeur de 1 mètre 20.
- En aucun cas, la circulation des véhicules ne sera entravée par les travaux.
- La fabrication du mortier sur la voie publique est interdite et le chantier devra rester propre.
- Les dépôts de matériaux devront être déposés de manière à laisser libre le bon écoulement des eaux de ruissèlement de la voie publique ;
- L'utilisation d'une goulotte de chantier sera obligatoire pour l'évacuation des différents débris ; en aucun cas le jet de ces débris depuis l'échafaudage ne sera toléré.
- En cas de dommage et de dégradation sur la voie publique, les travaux de réparation seront à la charge de l'entreprise.

**Article 4** : Le pétitionnaire devra informer la mairie du jour de la pose de l'échafaudage.

**Article 5 :** L'entreprise exécutant les travaux sera responsable des conséquences pouvant résulter du non-respect du présent arrêté.

**Article 6 :** Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage permanent au niveau des travaux.

**Article 7 :** La présente autorisation n'est valable que pour la durée indiquée, elle sera périmée, de plein droit, s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

**Article 8 :** Toutes modifications des dates des travaux ou leur prolongement dans le temps, nécessiteront la rédaction d'un nouvel arrêté municipal.

**Article 9 :** La redevance s'élève à cinq euros par jour calendaire, avec une exonération les trois premiers jours.

**Article 10 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**Article 11 :** Le Maire de la commune de Bourron-Marlotte, le Service de Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté. Toute ampliation peut être adressée à qui en a usage.

Fait à BOURRON-MARLOTTE, le 31/05/2024

**Vitor VALENTE**

Maire

